



# INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE  
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE



## édito

Le 12 juillet 2021, Macron l'autocrate jupitérien a parlé et menacé de sa foudre quiconque s'opposerait à ses injonctions pour freiner la nouvelle vague épidémique et accélérer les contre-réformes au service de sa bourgeoisie et de ses monopoles. Rien de très nouveau, bien sûr, l'essentiel des mesures annoncées était dans l'air depuis le printemps : l'obligation vaccinale pour les soignants, le passe sanitaire, les tests PCR payants, et puis les contre-réformes de l'Assurance-chômage et des retraites, os à ronger que les chiens du capital ne sont pas près de lâcher pour faire payer leur crise au peuple-travailleur.

## SOMMAIRE

P. 2 : Élections régionales et départementales

P. 3 à 14 (pages I à XII):

Cahier d'été,

« Matérialisme dialectique et Matérialisme historique »,

P. 15 : Conférence nationale du PCRF /

Hommage à Maurice Cukierman

P. 16 : La Commune de Paris (3ème partie) : des enseignements pour le communisme

Ce qui ne change pas non plus, mais qui, à chaque fois, resserre un peu plus les nœuds de la colère, c'est la brutalité et la morgue du discours, y compris dans ses incohérences qui fondent l'injustice ressentie.

**Ainsi en est-il de l'obligation vaccinale imposée aux travailleurs de la santé** (puis, sans doute à d'autres professions au contact du public) : en soi, cette mesure n'est pas forcément condamnable, mais elle l'est devenue par les conditions dans lesquelles elle a été décidée et imposée, faisant suite à tant de mensonges et de revirements que le premier responsable des réticences est bien le gouvernement lui-même. Après avoir fait applaudir les soignants, pour leur rôle de premier plan dans la lutte contre l'épidémie (avec le manque de moyens qu'on connaît...), il les cloue au pilori comme responsables des nouvelles contaminations, et brandit déjà la menace du licenciement dès le 15 septembre ! Cet axe pression/répression signe d'abord l'échec de la politique de santé et de la communication de ce gouvernement. C'est aussi l'échec de la mise en place, au niveau national, de la production de vaccins et de l'organisation vaccinale, et ce pour une simple raison : les monopoles privés du secteur pharmaceutique ont gardé la main sur la production et la diffusion de vaccins, n'ayant pour souci que leurs profits, dans la concurrence qui se joue entre eux. Rappelons, donc, l'exigence qui doit être la nôtre, dans le cadre d'une campagne de vaccination massive et efficace : pour des vaccins sûrs, gratuits, dont la diffusion soit garantie sur tout le territoire et en per-

L'autre annonce, qui ne peut que scandaliser quand on la considère dans tous ses aspects, c'est l'**extension du "passe sanitaire"** aux lieux de loisirs et de culture (mais pas aux lieux de culte !), aux trains (mais pas aux métros bondés !), aux centres commerciaux (mais pas aux supermarchés !), aux établissements de santé (mais ni aux entreprises ni aux établissements scolaires !), doublé des tests PCR payants (le PCR gratuit venant concurrencer le vaccin...), revenant en fait à généraliser l'obligation vaccinale, pour les plus grands profits de Pfizer and co ; l'empreinte du ME-DEF et des monopoles pharmaceutiques n'est sans doute pas loin dans cette décision...

Enfin, Macron n'oublie pas de rappeler comment il va faire payer la crise aux seuls travailleurs et privés d'emplois : - par la **mise en place de la contre-réforme de l'Assurance chômage dès le 1er octobre**, dont on connaît les conséquences dramatiques, en termes de perte d'indemnisation pour des centaines de milliers de chômeurs. Rappelons que le conseil d'Etat avait débouté récemment le projet considéré comme discriminatoire ; Macron et son gouvernement n'en ont cure...

- par le **retour annoncé de sa réforme des retraites**, avec la fin des régimes spéciaux et le recul de l'âge de départ, "dès que les conditions sanitaires seront réunies", tour de passe-passe pour rassurer ses monopoles en les invitant juste à un peu de patience jusqu'en 2022...

Après la défaite cinglante de LREM aux élections régionales, et la perte de

## DICTATURE DU CAPITAL : DES SIGNES QUI NE TROMPENT PLUS ?

manence, il faut mettre fin à la propriété privée des usines de production et des laboratoires de recherche !

crédibilité de la « démocratie bourgeoise », que révèle l'abstention record de 67 %, on peut se demander quelle réponse stratégique pourrait apporter le mouvement populaire pour empêcher que se poursuive l'avalanche continue des mesures liberticides et réactionnaires.

A cette difficile question, le Parti Communiste Révolutionnaire de France répond que les luttes restent encore et toujours la seule voie de défense et de conquêtes, pour le peuple-travailleur, et que ces luttes doivent converger dans un front social d'action ciblant résolument l'Etat bourgeois.

Dans la situation de crise inextricable où se trouve notre régime d'exploitation, nous pensons qu'il n'est pas possible d'en rester au combat contre les conséquences du système capitaliste. Car l'ensemble des maux qui frappent les travailleurs (chômage de masse, précarité, vie chère, mal-logement, soins dégradés, privatisations, inégalités sociales, libertés démocratiques...) découle de la nature même du mode de production capitaliste avec en son cœur, l'exploitation du travail salarié, la propriété privée des moyens de production et d'échange, le pouvoir des monopoles sur l'Etat, la dictature de la classe capitaliste minoritaire sur la majorité laborieuse.

**Notre jeune Parti vient de se doter d'un programme qui, combiné à nos campagnes « Accusons le capitalisme ! », constituera une boussole révolutionnaire, afin de démontrer que, dans la France capitaliste parvenue au stade impérialiste, la seule solution progressiste à tous les maux, consiste dans le renversement du capitalisme, dans la victoire du socialisme vers le communisme.**

**Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !**

